

Appel à projets 2022

Mesure 4B : soutien aux projets locaux portés par les établissements de protection animale

Financement de travaux et/ou équipements au bénéfice d'établissements participant à la protection animale (refuge, stérilisation...)

Cahier des charges GUYANE

Ouverture du dépôt des candidatures à l'appel à projets	25 février 2022
Clôture du dépôt des candidatures à l'appel à projets	10 avril 2022

1. Contexte et objectifs de l'appel à projets

La mesure 4B du plan de relance « soutien aux projets locaux portés par les établissements de protection animale » a été mise en œuvre du 2 janvier au 8 avril 2021 au travers de l'ouverture de guichets départementaux. Le volet B vise à améliorer la prise en charge des animaux abandonnés et à prévenir les abandons en aidant les établissements œuvrant à la stérilisation des animaux (chats en métropole mais également chiens dans les DROM), mais aussi plus largement à la protection animale.

Cette mesure, dotée initialement d'une enveloppe de 14 millions d'euros, a connu un vif succès conduisant à une fermeture précoce des guichets.

Le 4 octobre dernier, le Président de la République a annoncé le ré-abondement de la mesure 4B à hauteur de 15 millions d'euros supplémentaires.

Une nouvelle enveloppe de 550 000 € est allouée à la région de Guyane pour des projets pouvant être déposés du 25 février au 10 avril 2022.

Les orientations et les modalités d'instruction des projets visant à améliorer l'accueil en refuge ou en familles d'accueil des animaux abandonnés, à conduire des campagnes de stérilisation des chats ou de chiens ou plus largement pour la protection animale, pouvant être soutenus au titre de cette enveloppe sont présentées ci-dessous.

2. Champ de l'appel à candidatures

Différents types de projets peuvent faire l'objet d'une demande de financement. Les dossiers diffèrent selon ces 2 types de projets.

Dans un **premier cas**, l'appel à candidature s'adresse aux établissements de protection animale possédant un refuge ou souhaitant créer un refuge pour chats, chiens ou équidés ou plaçant les chiens et chats soit issus de fourrière ou soit cédés par leur propriétaire en famille d'accueil, dans l'attente de leur adoption. Le porteur de projet présentera dans son dossier les travaux et/ou équipements nécessaires à son projet et pour lesquels il demande un financement.

Dans le **second cas**, l'appel à candidature s'adresse aux établissements de protection animale qui souhaitent conduire des campagnes de stérilisation de chats ou de chiens errants. La demande de financement peut porter sur les équipements et sur les frais vétérinaires.

Au vue du contexte de la protection animale pour les chiens et chats en Guyane (errance animale, risque sanitaire lié à la rage, importation illégale...), l'appel à candidature s'adresse à tout établissement ayant une activité dans le domaine de la protection animale et ayant des actions de gestion des populations de chiens et de chats mais aussi visant à protéger ces animaux des risques sanitaires présents.

À titre d'exemple, pourront être financés sous conditions :

Dans le premier cas : les acquisitions immobilières, les travaux de rénovation et de réparation (bâtiments, clôtures, parking, isolation, défrichage...), les travaux d'extension, l'achat d'équipement, la primo-acquisition de matériel par des établissements possédant ou voulant créer un refuge pour chiens chats ou équidés.

Le matériel permettant d'assurer le suivi sanitaire et la traçabilité de animaux.

Dans le second cas : les achats de matériel pour la capture des animaux ainsi que pour les familles accueillant les animaux.

Attention, la recevabilité du dossier ne vaut pas garantie de bénéficier de l'aide. Le porteur de projet ne doit pas démarrer les travaux avant la notification de l'attribution de la subvention.

3. Modalités de participation

➤ Structures concernées

Cet appel à candidatures s'adresse à tous les établissements de protection animale pouvant justifier de plus d'un an d'existence.

Les fourrières et les dispensaires ne sont pas éligibles.

Les associations déclarées à la fois comme exerçant l'activité de fourrière d'une part et l'activité de refuge d'autre part ne peuvent prétendre aux financements que pour leur activité de refuge.

Les installations et les bâtiments des refuges appartenant à des collectivités publiques ou des fondations privées mais gérés par des associations Loi 1901 sont éligibles.

Une personne physique unique doit être désignée comme coordinatrice du projet. Celle-ci sera responsable de la mise en œuvre du projet et de la transmission de l'ensemble des résultats. Cette personne sera le point de contact privilégié de l'administration.

➤ Espèces éligibles

Dans le premier cas, les espèces concernées sont les carnivores domestiques (chien, chat, furet) et les équidés (cheval, ânes et leurs croisements), uniquement pour les refuges pour cette dernière espèce.

Dans le second cas, le financement portera sur les campagnes de stérilisation des chats en métropole et des chats et chiens dans les DROM.

Et plus largement, cet appel à projet concerne les carnivores domestiques (chien, chat, furet).

➤ Dépenses éligibles

Quel que soit le type de projet, sa date d'achèvement doit intervenir au plus tard en décembre 2023.

Travaux ou création d'un refuge, équipements des établissements sans refuge	Campagne de stérilisation d'animaux errants
Finançables	Finançables
travaux de construction d'une structure de protection animale dont le permis de construire est accordé	achats de matériel et d'équipement concourant aux opérations de trappage et de contention des animaux
acquisitions immobilières et gros travaux correspondant à l'extension d'une structure de protection animale déjà existant dans la limite de l'enveloppe départementale	équipement d'un véhicule
travaux de réparations d'une structure de protection animale existant (bâtiments, clôtures, parkings...), isolation, réfection, défrichage, achat de nouveau de matériel	actes vétérinaires de stérilisation

dépenses d'achat de matériel technique lié à l'activité de protection animale ou de placement en familles d'accueil.	Achat et renouvellement d'un véhicule
dépenses en lien avec l'activité de protection animale (logements des animaux, locaux techniques (cuisine, sanitaires, buanderie, infirmerie, atelier, ...), parcs et circulations pour les animaux, locaux du personnel, locaux de stockage, parking et abords, clôture, mise en conformité (électricité, assainissement, incendie, ...), locaux d'accueil du public, parkings	
achat de petit matériel destiné aux familles accueillant les animaux (couvertures, gamelles, paniers etc.)	
primo acquisition d'équipements informatique, bureautique ou de téléphonie.	
Non finançables	Non finançables
dépenses de renouvellement de matériel informatique, bureautique et toutes autres dépenses relevant de frais de fonctionnement y compris les consommables	dépenses alimentaires
travaux ou équipements destinés aux logements de fonction	dépenses immatérielles (audit, formation...)
Dépenses immatérielles (audit, formation...)	
achat d'un terrain seul en vue de la création d'un nouveau refuge	
les frais vétérinaires	

➤ **Composition du dossier**

Le dossier comprend les éléments suivants

- Le formulaire cerfa N°12156*05, dument rempli. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271>;

Pour remplir la page 7 du cerfa relative au budget il convient de fournir à minima la liste des différents coûts prévisionnels du projet (avec l'indication hors taxe ou TTC) et le montant du financement public demandé nécessaire pour le projet et, le cas échéant, sa répartition entre les différents bénéficiaires lorsque le demandeur agit en qualité de mandataire.

Pour remplir la page 5, il convient de prendre en compte les critères de sélection.

- La copie de la déclaration de l'établissement justifiant de son objet et d'un minimum d'un an d'existence à partir de la date d'enregistrement ;
 - La composition du bureau et du conseil d'administration ;
 - Les statuts initiaux et modifiés de l'établissement, datés signés ;
 - Le RIB de l'établissement,
 - Le dernier rapport d'activité et si la demande dépasse 153 000 euros, le bilan et le compte de résultat ;
 - Une attestation sur l'honneur du représentant légal de l'établissement, conformément à l'article L .113-13 du code des relations entre le public et l'administration, précisant, d'une part, que l'organisme concerné est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables et que, d'autre part, les informations ou données portées dans la demande ainsi que, le cas échéant, l'approbation du budget par les instances statutaires sont exactes et sincères ;
 - Une attestation sur l'honneur du représentant légal de l'établissement s'engageant à communiquer sur le site de l'établissement sur son financement par France Relance et, pour les refuges, à apposer une plaque à l'entrée du refuge (logo France Relance téléchargeable sur le site France Relance <https://www.gouvernement.fr/france-relance>) : travaux financés avec le soutien de l'État. L'affichage du logo France Relance et la communication sont à la charge du bénéficiaire.
- Le cas échéant :
- Le devis des travaux et/ou équipements à financer.
 - Pour les constructions ou l'achat d'un terrain en vue d'une extension, le permis de construire ou l'acte d'acquisition.

En sus, pour les projets de campagne de stérilisation :

- Le nom du (ou des) vétérinaire(s) intervenant(s) ;
- La convention passée avec ces vétérinaires
- Les devis du matériel de contention ou de capture objet de la demande ;
- L'autorisation des maires pour la campagne de stérilisation (accord écrit ie lettre ou mail) accompagné d'un descriptif de la campagne prévue (1 page, estimation du nombre d'animaux et de colonies) et notamment de son financement.

A défaut de disposer dans l'immédiat de l'accord du maire, l'établissement, doit dans un premier temps, présenter un projet détaillé comportant notamment le montant estimé de l'opération, une description de la communauté de chats libres identifiées (nombre d'individus estimés, communes et lieux concernées, noms et coordonnées des vétérinaires chargés des opérations de stérilisation). Dans ce cas, dans un délai de 3 mois maximum après le dépôt du dossier, les établissements fournissent à la DEAAF les conventions ou documents d'accord de la mairie pour la campagne prévue et ce, avant le début des opérations de trappage, d'identification et de stérilisation. Faute de quoi les crédits réservés sont remis dans le pot commun.

➤ **Dépôt des candidatures**

Les dossiers de candidature peuvent être déposés à partir du 25 février et jusqu'au 10 avril 2022, le cachet de la poste faisant foi.

Un établissement affilié à un réseau ou une association nationale doit déposer son dossier dans le département où sera réalisé son projet.

Tout dossier de candidature doit être déposé à l'adresse suivante : salim.daaf973@agriculture.gouv.fr
Ce dossier doit comprendre toutes les documents indiqués et toutes les pièces justificatives demandées, et doit être transmis impérativement avant la date limite du 10 avril 2022.

4. Sélection des projets

➤ Critères d'éligibilité

Les projets doivent impérativement répondre à toutes les conditions suivantes pour être éligibles à la sélection :

- Le projet s'inscrit dans le champ de l'appel à candidatures tel que décrit au point 2 ;
- Le projet doit être réalisé avant le **31 décembre 2023** ;
- Le dossier de candidature est complet ;
- Le montant de la subvention demandée respecte le seuil de financement de 2 000€ et le plafond de 300 000€.

Les dépenses non éligibles resteront à la charge du porteur de projet.

➤ Critères de sélection

Le porteur de projet devra s'attacher à démontrer que le projet répond aux critères de sélection suivants :

- Pertinence du projet : connaissance du territoire, compréhension des besoins du territoire, collaboration avec des associations, collaboration avec des acteurs, institutionnels, expériences de l'établissement, identification du bénéfice en terme de protection des animaux, ambition de l'établissement à long terme,
- Faisabilité du projet : identification des points critiques, justification des frais, crédibilité du calendrier prévisionnel
- Qualité du dossier technique et financier : structuration du projet, rigueur de l'argumentaire, présentation.

Afin de permettre aux services du préfet de département de vérifier facilement la nature et la dimension du projet, une attention particulière sera portée à la **qualité du dossier de candidature et à la présentation synthétique du projet.**

➤ Déroulement de la sélection

La sélection des projets sera effectuée par un comité de sélection composé de plusieurs agents de la DEAAF, de la MPP, de l'ASP et de la CTG. Il sélectionnera les dossiers qui pourront bénéficier d'une subvention et pour chacun de ceux-ci les taux de financement et les dépenses financées **dans la limite des crédits disponibles.**

➤ Annnonce des résultats

Le porteur du projet sera informé de la sélection ou non sélection de son projet d'un mois à partir de la date du comité de sélection.

La liste des projets lauréats ainsi que le montant de la subvention attribuée sont publiés sur le site internet de la DEAAF.

5. Calendrier prévisionnel

Dépôt des dossiers	Auprès du SALIM, par mail	Du 25 février au 10 avril 2022
Instruction des dossiers	SALIM	Avril 2022
Comité de sélection	DEAAF, MPP et ASP	Avril 2022
Annonce des lauréats	SALIM	Avril-mai 2022
Rédaction et signature des décisions attributives	SALIM	Mai 2022

6. Dispositions générales pour le financement

Les taux de financements peuvent s'élever à 100 % du montant demandé.

Un redimensionnement du projet peut également être demandé par le comité de sélection.

Le financement est attribué dans le cadre d'une convention avec le préfet de département ou bien d'un arrêté de versement.

Le porteur de projet s'engage à réaliser le projet pour lequel il demande la subvention **avant le 31 décembre 2023**. Il s'engage notamment à présenter à la DEAAF (service de l'alimentation) le bilan de la réalisation et les factures des dépenses liées au projet avant le 31 mars 2024.

7. Communication

Les établissements subventionnés s'engagent à faire figurer à leurs frais, le logo de l'Etat et du plan de relance sur chacune des réalisations financées au moyen de panneaux ou de tout autre supports de communication.

Les porteurs de projets bénéficiant d'un site internet s'engagent à éditer un article valorisant le financement obtenu via le plan de relance sur leur site Internet et/ou dans leurs supports de communication.

Ces deux logos devront apparaître de manière lisible sur tous les documents produits dans le cadre de la mise en œuvre du projet (publication, communication, information), pendant une durée minimale de 3 ans après signature de la convention.

8. Reversement par le bénéficiaire

Le reversement total ou partiel de la subvention versée est demandé dans les cas suivants :

- Si l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation ;
- Si la DEAAF a connaissance ou qu'elle constate que le montant total des aides publiques (Etat, collectivités territoriales, établissements publics, UE) dépasse le montant prévisionnel de la dépense subventionnable.
- Le cas échéant, si le projet n'est pas réalisé au terme du délai prévisionnel d'achèvement de l'opération mentionné dans la décision attributive éventuellement modifiée ou si le bénéficiaire n'a pas respecté les obligations de publicité requises.

9. Ressources et contacts

Pour toute question sur un projet, merci d'envoyer un mail à salim.daaf973@agriculture.gouv.fr.
L'objet du mail doit débiter par l'intitulé suivant : « Mesure 4B ».

ANNEXES AU CAHIER DES CHARGES

Annexe 1 : cerfa N°12156*05

Annexe 2 : grille de sélection

Annexe 1

<https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271>

Annexe 2
Grille de sélection

Nature du projet	
N° de dossier	
Dénomination de l'établissement	
Nom du responsable	

	Quotation 3 points Tout à fait	Quotation 2 points Partiellement	Quotation 1 point Insuffisant	Quotation 0 point Pas du tout
Pertinence				
Connaissance du territoire				
Compréhension des besoins				
Connaissance du cadre législatif et réglementaire de son activité				
Collaboration avec des APA				
Collaboration avec d'autres acteurs				
Expérience				
Justification des frais				
Faisabilité				
Identification des points critiques				
Anticipation des frais				
Crédibilité du calendrier				
Autres financements durables				
Qualité du dossier				
Structuration du projet				
Qualité de l'argumentaire				
présentation				